

Procès-verbal des entretiens entre le Secrétaire  
d'Etat E. Brunner et le Secrétaire fédéral suppléant  
aux Affaires étrangères de Yougoslavie, B. Lončar,  
à Berne, les 17 et 18 septembre 1984

---

Délégation suisse :

M. Edouard B r u n n e r  
Secrétaire d'Etat

M. l'Ambassadeur Alfred H o h l  
Ambassade de Suisse, Belgrade

M. l'Ambassadeur Franz M u h e i m  
Directeur de la Direction des Organisations internationales

M. l'Ambassadeur Francis P i a n c a  
Chef de la Division politique I

M. le Ministre Jacques F a i l l e t t a z  
Chef du Service économique et financier

M. Heinrich R e i m a n n  
Chef de la Section du Droit international

M. Walter F e t s c h e r i n  
Chef suppléant de la Division politique I

M. Jean-Jacques d e D a r d e l  
Collaborateur diplomatique, Division politique I

M. Raymond L o r e t a n  
Secrétaire diplomatique de M. le Secrétaire d'Etat

Délégation yougoslave :

S.E. M. Budimir L o n č a r  
Secrétaire fédéral suppléant aux Affaires étrangères de la  
République Socialiste Fédérative de Yougoslavie

S.E. M. Sulejman R e d ž e p a g i ć  
Ambassadeur de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie  
en Suisse

M. Dagan I g n j a t i j e v i ć  
Conseiller spécial  
Chef du groupe pour la RFA, la Suisse et Berlin Ouest

M. Srdan S i m o n o v i ć  
interprète

Relations Est - Ouest

LO : Les relations Est-Ouest ne sont pas favorables et celles entre les USA et l'URSS sont au point le plus bas depuis la guerre froide. Dès le début des années 1980, les USA se sont redressés économiquement et militairement et ont repris l'offensive. Les USA ont ainsi mis l'Europe de l'Ouest en position d'infériorité économique et financière, tandis que l'URSS, sur la défensive, affronte 5 grands problèmes : la stagnation économique, l'accroissement de ses problèmes structurels, les difficultés économiques et politiques de ses alliés, en particulier la Pologne, les difficultés en Afghanistan et au Kampuchea, un immobilisme dû aux problèmes internes de la direction soviétique. Dans ce contexte, l'installation des Pershing II est devenue pour l'URSS un problème plus grave politiquement qu'il ne l'est réellement.

La Yougoslavie est en faveur de négociations entre les 2 superpuissances, élément fondamental pour la détente. Mais il n'en est pas pour autant la seule condition : dans un tel cas, on en arriverait à une situation de condominium augmentant la dépendance des autres pays. La détente doit être globale. Malgré les tensions actuelles, l'idée de la détente - et c'est positif - n'est pas en crise. Il existe une communication constante entre l'Europe de l'Ouest et pratiquement tous les pays du Pacte de Varsovie autres que l'URSS, qui ont besoin de la détente pour se rendre plus indépendants. Les deux Allemagnes témoignent de la marge de manoeuvre, et ses limites, dont disposent les protagonistes des relations Est-Ouest à côté des USA et de l'URSS. La Conférence de Stockholm démontre également la continuité de la coopération. L'URSS, qui a intérêt à la détente militaire, se rend compte qu'elle ne peut reporter indéfiniment la reprise des négociations. Les rencontres prévues de M. Gromyko avec MM. Shultz, Reagan et Mondale auront une valeur psychologique et politique, même en l'absence de changements de substance immédiats des positions respectives.



BRE : L'on peut regretter que la faiblesse de la CEE n'alloue plus à l'Europe qu'un rôle minime dans les affaires du monde. Du paradoxe entre le mauvais état des relations entre l'URSS et les USA et les bonnes relations entre l'Europe occidentale et orientale, l'on peut déduire que les pays d'Europe de l'Est connaissent mieux leurs limites en période de tensions qu'en période de détente.

L'URSS n'a pas compris le caractère émotionnel explosif des droits de l'homme pour l'Occident, tandis que les USA s'en servent comme plateforme idéologique au détriment parfois des individus concernés. Pour rétablir de meilleures relations USA-URSS le dialogue doit s'engager sur les causes larges de la suspicion mutuelle, par des négociations dans tous les domaines, tenant compte du caractère global de leurs relations.

Après que la politique velléitaire du président Carter a mal habitué les Soviétiques, ces derniers ont mal apprécié la force et la détermination des USA et leurs alliés de procéder au déploiement des euromissiles. L'URSS s'est laissé abuser par la signification des manifestations pacifistes. Actuellement, l'URSS et les USA sont condamnés à reprendre leurs négociations. Si l'entrevue entre M. Gromyko et MM. Shultz et Reagan est un bon signe, l'on peut craindre que celle avec M. Mondale suscite des sentiments populaires permettant à M. Reagan d'adopter une attitude encore plus dure. Le rôle des N+N est encore plus important qu'en période de calme des relations internationales, car les blocs ont besoin d'un groupe de pays à même de présenter des solutions évitant l'impression de défaite des uns ou des autres. La différence entre la CSCE et les MBFR est éloquente à ce sujet.

C S C E

BRE : Bien que la CSCE, particulièrement favorable aux N+N, ne soit pas devenue une institution, la multiplication des forums en fait un processus quasi institutionnel. A la CDE, pour arriver à des mesures de confiance militaires significatives et vérifiables, notre position s'achemine, sans que nous ne le disions à tous, à l'acceptation de deux mesures de confiance politiques sur les quatre que propose l'URSS : nous accepterions une réaffirmation, même sous forme juridique, du principe du non-emploi de la force, et nous sommes prêts à parler des armes chimiques pour autant que la Conférence de désarmement de Genève ne conduise à aucun résultat sur ce point. En revanche, nous n'acceptons pas que l'on discute à la CSCE d'un pacte de non-agression entre blocs militaires : pour nous, le principe du non-emploi de la force, engageant chacun des participants face aux 34 autres, est plus approprié. Nous refusons en outre la mention du non-emploi en premier de l'arme atomique, qui défavoriserait par trop l'un des deux blocs. Il serait plus intéressant de renoncer à tout emploi de la force, atomique, chimique, conventionnelle, économique même.

L'on ne doit pas s'attendre à de grands progrès d'ici au début de l'année prochaine. Il importe, en évitant la multiplication d'initiatives vouées à l'échec, que les N+N ménagent leur crédibilité et se préparent à prendre l'initiative au début de 1985. Jusqu'ici, les 2 blocs ont évité de critiquer les N+N, ce qui nous met en position avantageuse. Nous souhaitons que les réunions d'Ottawa et de Budapest évitent de verser de l'huile sur le feu, dans l'intérêt de progrès concrets.

LO : La CSCE est basée sur deux tendances contradictoires : d'une part, le rapport de force entre les superpuissances et, de l'autre, la volonté du reste des Etats européens de renforcer leur émancipation et leur indépendance. C'est dans ce deuxième élément que ré-



side la force des N+N, mais il reste tributaire du premier. Le but des N+N est de maintenir la continuité de la CSCE. Comme groupe, nous devons rester flexibles et unis. La phase actuelle de la CDE n'est pas encore une négociation, elle tend uniquement à créer l'atmosphère d'une négociation.

BRE : Rappelant les liens particuliers qui unissent les neutres, et qui n'empêchent pas la collaboration des N+N, aborde la récente réunion des ministres de la défense d'Autriche, Suède et Finlande à Salzbourg. Apparemment, le ministre autrichien tenait à apporter à l'administration autrichienne la preuve que les trois autres pays faisaient beaucoup plus pour défendre leur neutralité que l'Autriche. Cette démonstration a été faite.

LO : La réunion de Malte groupant les non-alignés a permis à certains pays qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques, comme l'Egypte d'une part et la Syrie et la Lybie de l'autre, ou qui ont de mauvaises relations (Maroc - Algérie) de discuter dans une atmosphère constructive et modérée sur des problèmes régionaux méditerranéens.

#### Moyen - Orient

LO : La Yougoslavie entretient d'étroites relations avec les pays du Proche-Orient, sauf Israël. Trois problèmes majeurs secouent la région : 1) le conflit arabo-israélien, caractérisé par une permanente agression d'Israël; 2) la question palestinienne; 3) la crise libanaise. Il est difficile de les différencier, mais le fondement du problème réside dans la question palestinienne. Israël est par ailleurs un Etat qui a droit à son intégrité. La crise du Moyen-Orient s'est encore détériorée, et la crise arabe a eu une influence négative sur le Liban où font rage les conflits intérieurs. Trois

phases sont perceptibles au Moyen-Orient : la première, au début des années 1970, voit l'arrivée de l'URSS dans la région, admise par les Etats-Unis. La deuxième débute par les accords de Camp David et voit une offensive des Etats-Unis, une retraite de l'Union soviétique et l'augmentation des désaccords parmi les Arabes. La troisième phase, depuis la fin du mandat de M. Carter, voit le recul des Etats-Unis, un accord tacite entre les 2 grands pour ne pas intervenir dans le conflit Iran-Irak, et un essai de l'URSS de regagner le terrain perdu. Mais le plan de règlement proposé par cette dernière n'est acceptable ni pour les Arabes ni pour Israël. La solution des problèmes du Moyen-Orient est encore plus éloignée qu'hier. De l'avis de la Yougoslavie, il importe de garder ouverte l'option d'une Conférence internationale entre toutes les parties intéressées.

BRE : Nous sommes pessimistes. Nous avons l'impression d'avoir fait plus pour la paix au Liban que la plupart des pays d'Europe ou d'Amérique, en permettant la tenue des deux Conférences sur le Liban. Depuis lors, le processus de pacification interne se poursuit, tandis que des contacts discrets continuent d'avoir lieu en Suisse entre chefs de clan libanais. Nous sommes en faveur de la souveraineté libanaise sur tout son territoire, donc du départ des Israéliens puis des Syriens. Les interventions successives contre l'OLP, par la Syrie et au sein même des Palestiniens a partiellement "dépalestinisé" le problème du Liban. Il y a maintenant une plus grande chance que le Liban retrouve une unité nationale basée sur des changements institutionnels. En ce qui concerne les problèmes entre Israël, la Syrie, la Jordanie et l'entité palestinienne, l'avenir est plutôt sombre. Il semble que les pays arabes auraient avantage à négocier au plus vite avec Israël, qui par sa politique d'implantation cherche à créer une situation irréversible. Nous constatons que l'URSS ne fait malheureusement pas preuve de beaucoup d'imagination pour jouer un rôle positif. L'Iran et l'Irak en ont assez de la guerre, mais il existe des forces dans le monde en faveur de la continuation de la guerre. Les conditions iraniennes - le départ



du président irakien - ne sont pas réalistes, mais ne se modifieront pas tant que Khomeiny sera là. Nous avons toujours reconnu le droit à l'auto-détermination des Palestiniens, droit qui doit s'effectuer dans le cadre d'un règlement global du problème.

### Chypre

LO et  
BRE : La Suisse comme la Yougoslavie entretiennent de bonnes relations avec la République de Chypre et ne reconnaissent pas le fait accompli de la RTCN. Elles placent un certain espoir dans les efforts de M. Pérez de Cuellar, mais les dernières négociations de New York n'incitent pas à l'optimisme.

### Cambodge

LO et  
BRE : Nos deux pays ont une position identique : non-reconnaissance d'un régime mis en place par une puissance étrangère, vote aux O.I. pour les pouvoirs des représentants de la coalition.

### Afghanistan

LO et  
BRE : Nos deux pays entretiennent des relations formelles avec Kaboul et condamnent l'intervention soviétique. La solution passe par la négociation du retrait des Soviétiques en tenant compte de leurs légitimes intérêts de sécurité et de la garantie de l'intégrité de tous les pays de la région.

Amérique centrale

BRE : Nous entretenons des relations diplomatiques avec tous les pays de la région et coopérons au développement du Honduras et du Nicaragua. Nous avons été invités par le Salvador à envoyer un observateur aux élections, mais avons refusé pour ne pas donner inconsidérément notre caution au résultat des urnes. A la place, nous avons envoyé en observation notre ambassadeur résident au Guatemala. La même invitation nous est parvenue du Nicaragua pour les élections qui s'y tiendront en novembre, et la même réponse a été donnée. L'on ne sait quelle sera l'attitude des Etats-Unis à l'égard de ce pays après les élections américaines. Les Américains eux-mêmes semblent hésiter.

LO : La Yougoslavie est contre toute intervention étrangère dans la région et contre les tentatives d'exporter la révolution ou la contre-révolution. L'URSS favorise la crise des relations de ces pays avec les Etats-Unis, mais ne cherche pas d'influence directe dans les conflits. Elle a un intérêt à préserver le statu quo défini en 1962 par MM. Kennedy et Khrouchtchev.

Afrique australe

BRE : Sans nullement approuver l'apartheid, nous considérons qu'il n'est pas possible d'arriver à des solutions en Afrique australe sans négocier avec l'Afrique du Sud. C'est dans ce sens que nous avons reçu M. Botha, mais par un sentiment de réalisme politique. Le ministre Veloso nous a expliqué la position du Mozambique sur les accords de N'komati, et nous a demandé d'arbitrer les éventuelles divergences sur l'application du traité. Nous avons donné notre accord de principe, mais l'affaire en est restée là à ce jour. Nous soutenons le plan des Nations Unies sur la Namibie et sommes prêts à y envoyer, à titre d'aide, un hôpital de campagne.



LO : Nos désirs sont pareils, mais nos voies sont différentes : nous n'avons pas de relations avec l'Afrique du Sud, tandis qu'elles sont intenses avec les pays de la première ligue et la SWAPO.

O N U - U N E S C O

MF : expose l'état de notre procédure d'adhésion aux Nations Unies et annonce la prochaine déclaration unilatérale de neutralité qui sera communiquée à tous les gouvernements d'ici à quelques mois. Dans ce contexte, la crise de l'UNESCO nous préoccupe beaucoup. Les Etats-Unis quitteront très probablement l'organisation à la fin de l'année. La situation actuelle a des causes structurelles - les structures du système des Nations Unies sont fondées sur un modèle du 19e siècle - et politiques - la crise de la diplomatie multilatérale. Des réformes importantes sont nécessaires au sein de l'UNESCO: des réformes budgétaires et administratives, un gel de certaines activités controversées, une concentration sur des domaines reconnus utiles.

LO : exprimant un avis personnel, met en doute la praticabilité d'une révision de la Charte des N.U. et réaffirme sa confiance dans le système actuel. Il est douteux que les Etats-Unis mettent à exécution leur menace de retrait de l'UNESCO.

JJ du Dardel

CONFIDENTIEL

Sa 23. Okt. 84 09

N O T E à : - Direction des Organisations internationales  
- Division politique I  
- Secrétariat politique  
- Ambassade de Suisse à Belgrade

---

Visite en Suisse du Secrétaire fédéral  
suppléant aux Affaires étrangères de  
Yougoslavie, M. Budimir Lončar  
17 et 18 septembre 1984

---

Veillez trouver en annexe le procès-verbal de nos entretiens sur des questions internationales avec M. Lončar, rédigé par M. de Dardel.

Le procès-verbal concernant les questions bilatérales suivra sous peu.



E. Brunner